

20 juillet 2009

CONSULTATION PUBLIQUE
SUR LE CADRE REGLEMENTAIRE DU TRES HAUT DEBIT
ELEMENTS DE REPONSE D'EUTELSAT

Eutelsat, en tant qu'opérateur de satellites, n'est pas directement concerné par les projets de Décisions et de Recommandations sur le déploiement de la fibre, tels que soumis à consultation publique par l'ARCEP.

Toutefois, il nous paraît utile de rappeler, dans ce contexte, qu'à l'heure où différents travaux et réflexions sont menés au niveau du Gouvernement, du Parlement et de l'Autorité sur la desserte de l'ensemble du territoire en très haut débit, la France est encore aujourd'hui un pays à trois vitesses pour l'accès à Internet terrestre :

- quelques millions de foyers sont ou seront situés à proximité d'un réseau en fibre et ont ou auront donc accès au « très haut débit »,
- une majorité de foyers n'aura accès, en l'état actuel des choses, qu'au « haut débit »
- et un à deux millions de foyers ne bénéficient toujours que de « bas débit », car situés dans les zones « blanches » de la couverture ADSL.

Le satellite ne prétend naturellement pas concurrencer la fibre, moins pour une question de débit (nos offres actuelles sont à 3.6 Mbps par utilisateur sur la voie descendante, et seront portées à 10 Mbps dans dix-huit mois avec la mise en service d'un tout nouveau satellite optimisé pour ce service ; et ce chiffre ne correspond qu'à une définition de service, sur le plan marketing, mais pas une limite physique du lien satellitaire, puisque chaque faisceau du satellite aura une capacité de 500 Mbps, potentiellement allouable en totalité à un seul utilisateur, pendant un créneau de temps), que d'équation économique (notre intention étant de continuer à offrir des services satellitaires à des tarifs fixés toujours en référence à ceux de l'ADSL. Et de ce point de vue, il ne sera pas économiquement envisageable d'offrir plusieurs dizaines de Mbps, voire 100 Mbps, à ce genre de tarif).

Cependant, il est important de souligner quelques caractéristiques qui font de l'accès à Internet par satellite une solution très attractive au service des politiques publiques de réduction de la fracture numérique :

- le satellite étant déjà en orbite, son service est immédiatement disponible
 - o partout sur le territoire,
 - o pour tous
 - o au contraire des réseaux terrestres, qui ne se déploient qu'avec le temps, et à coûts croissants, vers les zones les moins densément peuplées du territoire

- un coût d'équipement par foyer
 - o totalement déterminé (400 € pour l'acquisition de l'antenne et du terminal, et 150 € pour son installation éventuelle),
 - o quel que soit le lieu, la configuration topographique, la densité et le nombre d'habitants de la zone concernée
 - o à nouveau au contraire des réseaux terrestres, pour lesquels le coût de raccordement d'un abonné demande de délicates études préliminaires en fonction de tous ces paramètres.
- aucun risque d'investissement à fonds perdu :
 - o le satellite est déjà en orbite, et sa capacité est mutualisée à l'échelle du continent entier. Son équation économique n'est donc pas dépendante du marché à une échelle locale.
 - o Le terminal et son antenne ne sont acquis que par les foyers désireux de recevoir le service d'accès Internet (au contraire des réseaux terrestres, qui obligent à procéder à de lourds investissements d'infrastructure avant de savoir quels seront réellement les utilisateurs).
 - o Et en cas de déploiement ultérieur d'un lien terrestre fixe, les terminaux sont réutilisables auprès d'autres foyers, situés plus loin en zone d'ombre.

Ces caractéristiques font par conséquent du satellite un complément, non seulement idéal, mais aussi nécessaire, des réseaux terrestres, quelle que soit la technologie considérée, dont le déploiement pour atteindre les tout derniers pourcents de la population ne peut se faire que dans conditions financières extrêmement lourdes pour l'Etat ou les Collectivités locales.

Il nous semble donc que toute réflexion sur le très haut débit en France ne peut pas ne pas inclure de volets :

- sur la nécessaire réduction à court et moyen terme de la fracture numérique du « haut débit », avant que ne soit déployé dans un second temps le « très haut débit »
- sur l'utilisation des solutions satellitaires, plus économes des deniers publics, bien évidemment pour le complément de couverture du « haut débit », mais aussi, pourquoi pas, du « très haut débit ».

C'est précisément dans cette perspective de complémentarité qu'Eutelsat a lancé fin 2007 son service d'Internet haut débit par satellite, baptisé « Tooway », à des prix (à partir de 30 € par mois, matériel non compris) et performances comparables à ceux de l'ADSL (typiquement 3.6 Mbps en voie descendante, 384 kbps en voie remontante). Ce service a déjà été sélectionné par 43 distributeurs dans 21 pays européens, dont Numéo et Sat2Way en France.

Enfin, en février dernier, nous avons également annoncé le lancement en France d'une offre d'accès Internet haut débit à 35 € TTC par mois, matériel compris, qui s'inscrit dans le cadre de l'action n°1 du Plan « France Numérique 2012 » du gouvernement, avec les mêmes caractéristiques de débit que celles mentionnées ci-dessus.